



12 millions d'Africains sont menacés de famine en Éthiopie, au Kenya, mais surtout en Somalie où les catastrophes alimentaires se répètent. **La communauté internationale semble impuissante à éradiquer ce fléau.**

Somalie, quand la guerre engendre la famine

PAR LUC BALBONT

LE SPECTRE RESSURGIT : alors que les images de la famine qui frappa la Somalie entre 1991 et 1993 sont encore dans les mémoires, vingt ans plus tard, le 20 juillet dernier, l'Organisation des Nations unies (ONU) a décrété « l'état de famine » dans cette même région. Près de 12 millions de personnes sont menacées de mort dans la Corne de l'Afrique, à l'Est du continent, dont 3 millions de Somaliens (soit 31 % de la population du pays). À ces graves sécheresses, rendues plus fréquentes par le réchauffement climatique, s'ajoute le chaos politique.

La Somalie n'est plus gouvernée depuis 1991. Divers groupes ethniques se sont appropriés des pans entiers du territoire. Parmi eux, des milices islamiques ont interdit l'entrée des zones qu'elles contrôlent à la plupart des ONG occidentales, au motif que celles-ci pourraient « pervertir l'islam ». Difficile dans ces conditions de porter secours aux populations. D'autant que les donateurs occidentaux craignent que les aides ne soient détournées par ces groupes armés.

S'appuyer sur des acteurs locaux

Est-ce une raison pour se résigner ? Quelques organisations non gouvernementales (ONG) ont tout de même réussi à pénétrer dans ces régions. La Croix-Rouge internationale s'appuie ainsi sur la logistique du Croissant rouge, son alter ego musulman : « Nous connaissons le terrain, la langue, les coutumes locales, explique Ahmed Mohamed, coordonnateur de cette organisation à Mogadiscio, la capitale somalienne. Cela nous permet de distribuer l'aide de la Croix-Rouge. » Autre moyen : le recours aux travailleurs locaux, choisi par l'ONG française Solidarités International. « Dès 2007,

confie Bérangère Tripon, responsable des programmes dans la région, nous avons dévoilé nos objectifs aux différents clans somaliens. Nous avons fait travailler tous les acteurs locaux, sans privilégier aucun groupe dans nos embauches. »

La guerre civile a eu aussi comme conséquence désastreuse, d'empêcher la mise en place de solutions agricoles à long terme : « Nos moyens d'agir se sont considérablement développés depuis 1991, mais que peuvent nos nutritionnistes, nos ingénieurs agronomes, nos statisticiens et notre logistique dans un pays déchiré depuis vingt ans ? » s'interroge Stéphanie Savariaud, du Programme alimentaire mondial, l'agence de l'ONU qui gère la crise.

Dans les pays voisins, plus calmes, des programmes ont en effet permis de limiter les conséquences dramatiques de la sécheresse. Ainsi, en Éthiopie, le Secours catholique travaille depuis dix ans avec des partenaires africains. Marjolaine Édouard, responsable de programmes d'urgence, en est convaincue : « Nous avons débloqué une enveloppe d'urgence de 300 000 euros pour les réfugiés de la famine. Mais cette aide n'a de sens que si elle s'accompagne de projets de développement : cultures plus résistantes à la sécheresse, systèmes durables d'approvisionnement en eau. » Et la pacification du pays est indispensable pour que de tels investissements contribuent vraiment à la disparition des famines dans la Corne de l'Afrique. ●

